

Sous la direction scientifique de

Marcelin Joanis – Claude Montmarquette

Le Québec **7** économique

Éducation et capital humain



Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations

qe.cirano.qc.ca



**Presses de
l'Université Laval**

Introduction

L'ÉDUCATION AU CŒUR DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Marcelin Joanis

Professeur agrégé à Polytechnique Montréal, vice-président recherche – partenaires gouvernementaux au CIRANO et directeur scientifique du projet *Québec économique*

Stéphanie Lapierre

Directrice de projets au CIRANO et coordonnatrice du projet *Québec économique*

Il y a 50 ans, le système d'éducation québécois connaissait une intense phase d'expérimentation et de réformes. Créés en 1967, les cégeps marquaient une volonté gouvernementale forte d'ouvrir l'accès aux études postsecondaires au plus grand nombre. Le Québec de la Révolution tranquille avait alors choisi de placer l'éducation au cœur de son modèle de développement économique, comme le feront plusieurs autres nations parmi celles qui affichent les plus beaux succès de la planète sur le plan économique, de la Scandinavie aux tigres asiatiques.

Le gouvernement du Québec alloue 17,9 milliards de dollars au portefeuille de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur en 2017-2018. Ces dépenses représentent à elles seules près du quart de son budget. Dans *Le plan économique du Québec*, le gouvernement reconnaît que « l'éducation représente le meilleur investissement pour favoriser la prospérité et le bien-être d'une société, d'abord sur le plan individuel, mais également sur le plan social et collectif » (Ministère des Finances, 2017b, p. 1).

Pour sa septième édition, *Le Québec économique* fait le point sur les enjeux économiques contemporains du système d'éducation québécois. Ces enjeux font fréquemment les manchettes et sont l'objet de débats idéologiques souvent tranchés : qualité de l'enseignement, réussite des élèves, accessibilité aux études postsecondaires, diplomation universitaire, etc. Après avoir fait le point sur l'économie du Québec en 2017 dans la section *Le Québec en perspective* (section 1), le présent ouvrage réunit une série de textes vulgarisant les résultats récents de la recherche universitaire en économie de l'éducation au Québec (sections 2 à 5).

L'économie du Québec en perspective

Le premier chapitre de cette édition du *Québec économique* décrit les tendances récentes de l'économie des régions québécoises à l'aide d'un outil de comparaison des régions à l'échelle canadienne, en particulier sous l'angle du marché du travail et de la démographie.

Marché du travail

Au moment d'écrire ces lignes, les dernières nouvelles de l'économie québécoise sont plutôt bonnes. En 2016, le taux de chômage du Québec était de 7,1 %, soit 0,5 point de pourcentage de moins qu'en 2015 (tableau 0-1). Parmi les régions administratives, c'est la région de la Capitale-Nationale qui ouvrait la marche avec un taux de chômage de 4,6 %, soit 2,5 points de pourcentage sous le taux québécois. À l'autre extrême du spectre, la région Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine enregistrait le plus fort taux de chômage au Québec avec un taux de 14,6 %, plus du double du taux québécois. Cette région était suivie de (l'île de) Montréal, où le taux de chômage était de 9,5 % en 2016.

Quatre régions se démarquaient avec une baisse du taux de chômage supérieure à 1,0 point de pourcentage entre 2015 et 2016. C'est Lanaudière qui avait le mieux fait, avec une baisse de 1,9 point de pourcentage, puis venaient dans l'ordre le Centre-du-Québec, la Côte-Nord et le Nord-du-Québec (région combinée), et enfin Montréal. Seules trois régions ont vu leur taux de chômage augmenter entre 2015 et 2016, la Montérégie, le Bas-Saint-Laurent et Chaudière-Appalaches.

	Taux de chômage	
	2016 (%)	Variation 2015-2016 (pts de %)
Capitale-Nationale	4,6	-0,1
Centre-du-Québec	5,3	-1,4
Chaudière-Appalaches	5,5	0,5
Laurentides	5,8	-0,3
Montérégie	6,0	0,1
Estrie	6,1	-0,4
Lanaudière	6,5	-1,9
Abitibi-Témiscamingue	6,6	-0,4
Le Québec	7,1	-0,5
Mauricie	7,1	-0,8
Outaouais	7,2	-0,2
Laval	7,3	-0,7
Saguenay-Lac-Saint-Jean	7,9	-0,4
Bas-Saint-Laurent	8,1	0,1
Côte-Nord et Nord-du-Québec	8,7	-1,1
Montréal	9,5	-1,0
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	14,6	-0,1

Tableau <http://qe.cirano.qc.ca/t/2017-c0-1>

Source : Statistique Canada, tableau CANSIM 282-0123.

Note : Pour des raisons statistiques, la Côte-Nord et le Nord-du-Québec ont été fusionnés.

Démographie

Le ratio de dépendance démographique offre une mesure synthétique de la situation démographique d'un territoire. Plus précisément, il informe sur les dynamiques des populations jeune (0 à 14 ans) et âgée (65 ans et plus). L'évolution du ratio de dépendance de la population âgée fournit une mesure du vieillissement de la population, alors que celle du ratio de la population jeune concerne directement le système d'éducation, qui est le thème central du présent ouvrage.

En 2016, le ratio de dépendance démographique du Québec était de 50,7, ce qui signifie que, pour chaque tranche de 100 personnes en âge de travailler, on comptait 23,4 personnes âgées de 0 à 14 ans et 27,2 personnes âgées de 65 ans et plus.

	Ratio de dépendance démographique			
	2016			Variation 2015-2016 du ratio total (pts de %)
	Jeunes (%)	Personnes âgées (%)	Total (%)	
Montréal	22,0	23,3	45,3	0,5
Outaouais	24,3	22,4	46,7	1,3
Laurentides	23,6	25,9	49,5	1,3
Lanaudière	24,9	25,5	50,4	1,5
Laval	25,2	25,4	50,6	0,8
Côte-Nord	23,9	26,6	50,6	1,6
Le Québec	23,4	27,2	50,7	1,2
Abitibi-Témiscamingue	24,9	26,4	51,3	1,5
Montérégie	24,8	26,8	51,6	1,3
Nord-du-Québec	40,2	11,9	52,1	0,2
Capitale-Nationale	21,7	30,5	52,2	1,7
Saguenay-Lac-Saint-Jean	22,5	32,5	55,0	2,2
Estrie	23,7	32,2	55,8	1,6
Chaudière-Appalaches	24,8	31,4	56,2	2,0
Centre-du-Québec	24,6	32,3	56,9	1,6
Mauricie	20,8	37,2	58,0	2,1
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	18,9	39,8	58,7	2,2
Bas-Saint-Laurent	22,0	38,0	60,0	2,5

Tableau <http://qe.cirano.qc.ca/t/2017-c0-2>

Source : Statistique Canada, tableau CANSIM 051-0059.

Note : La population correspond à la population estimée au 1^{er} juillet de l'année indiquée.

Parmi les 17 régions administratives québécoises, 6 affichaient un ratio de dépendance démographique inférieur à celui du Québec (tableau 0-2). Deux régions se démarquaient en étant plus éloignées de la moyenne. D'abord, Montréal, avec 5,4 points de pourcentage sous la moyenne, est la région où le ratio de dépendance démographique était le plus faible (45,3) en 2016. Avec un écart de 4,0 points de pourcentage, pour un ratio de 46,7, l'Outaouais se positionnait aussi très bien. Cette région attirait aussi l'attention avec une part de personnes de moins de 15 ans supérieure à la part des personnes âgées de 65 ans et plus. La seule autre région dans la même situation était le Nord-du-Québec, où la différence entre les deux groupes était d'ailleurs la plus grande.

C'est la région du Bas-Saint-Laurent qui avait le ratio de dépendance démographique le plus élevé en 2016. Avec un ratio de 60,0, il s'agissait de 9,3 points de pourcentage de plus que la moyenne québécoise. La région était aussi celle qui avait enregistré la plus forte augmentation du ratio par rapport à l'année précédente (2,5 points de pourcentage). Les régions de Chaudière-Appalaches, de la Mauricie, du Saguenay–Lac-Saint-Jean et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine ont aussi connu une hausse de 2,0 points de pourcentage ou plus de 2015 à 2016. À noter que ces régions présentaient toutes déjà un ratio de dépendance démographique supérieur à la moyenne en 2015. À l'opposé, le Nord-du-Québec, Montréal et Laval retenaient l'attention avec une augmentation inférieure à 1,0 point de pourcentage.

Ces quelques données sur le taux de chômage et le ratio de dépendance démographique à l'échelle régionale ne constituent qu'un avant-goût des données économiques québécoises disponibles. En complément au présent ouvrage, nous invitons le lecteur intéressé à se rendre sur le site Internet du *Québec économique*, qui permet de trouver facilement l'ensemble des données présentées ici en plus de nombreuses autres données. Ce « portail d'information sur l'économie du Québec d'aujourd'hui » constitue une mine d'informations sur une cinquantaine de sujets se rapportant à l'économie du Québec en présentant les indicateurs les plus pertinents. Le site du *Québec économique* peut être consulté à l'adresse : qe.cirano.qc.ca.

Transformations économiques

Dans le deuxième chapitre de la section *Le Québec en perspective*, l'économiste Jean-Claude Cloutier aborde les transformations actuelles de l'économie québécoise dans une perspective technologique. Ce texte s'appuie sur les réflexions ayant émané du congrès 2017 de l'Association des économistes québécois, tenu sous le thème « Technologies perturbatrices : des opportunités à saisir, des défis à relever ».

L'éducation et le capital humain

Cette septième édition du *Québec économique* analyse en profondeur les enjeux économiques contemporains du système d'éducation québécois. Les chapitres sur ce thème sont regroupés en quatre sections.

La section 2 fournit un portrait du système d'éducation québécois, en distinguant le réseau primaire et secondaire de celui de l'enseignement supérieur. L'objectif des trois chapitres de cette section est de positionner le système québécois en le comparant et en abordant ses enjeux actuels. David D'Arrioso y dresse d'abord un portrait de la formation générale des jeunes québécois au primaire et au secondaire. Au moyen d'un certain nombre d'indicateurs et de comparaisons canadiennes et internationales, il expose les particularités et les défis qui y sont reliés. Pierre Canisius Kamanzi, Morgane Uzenat et Marianne St-Onge s'intéressent quant à eux à l'évolution des politiques d'enseignement supérieur au Québec, puis Maurice Tardif et Joséphine Mukamurera examinent la formation des maîtres par les universités québécoises.

La section 3 s'attarde ensuite à l'enjeu crucial que représente le financement de l'enseignement supérieur, également en trois chapitres. Rui Castro et Michel Poitevin proposent une nouvelle grille de frais de scolarité universitaires qui serait à la fois fonction des coûts de formation de chacun des secteurs et des rendements privé et public de l'éducation. Les deux chapitres suivants abordent la question de l'aide financière. Le professeur Christian Belzil se penche d'abord sur la valeur qu'attribuent les jeunes à l'aide financière aux études supérieures. Bryan Campbell donne ensuite son point de vue sur l'approche du remboursement proportionnel au revenu (RPR).

La performance du réseau de l'éducation est abordée en détail dans les quatre chapitres de la section 4. Marie Connolly et Catherine Haeck étudient l'effet de la taille des classes sur le développement des élèves. Pierre Lefebvre présente les principales caractéristiques des écoles privées et leur contribution à la réussite éducative. Robert Lacroix et Louis Maheu analysent la performance du Québec en matière de diplomation universitaire par rapport à celle du reste du Canada. Brahim Boudarbat et Claude Montmarquette abordent quant à eux la question de la surqualification

L'éducation au cœur du développement économique

chez les nouveaux diplômés postsecondaires, en évaluant la capacité du système éducatif à former des jeunes à même d'intégrer le marché du travail.

Enfin, dans la cinquième et dernière section, trois groupes d'auteurs se penchent sur les rendements privés et sociaux de l'éducation. L'équipe formée de Pouya Ebrahimi, Anabelle Fortin, Brigitte Milord et François Vaillancourt explore les bénéfices financiers de l'éducation universitaire. François Delorme et Luc Godbout examinent le lien entre le niveau de scolarité et l'accès à la classe moyenne, alors que Bernard Fortin et Safa Ragued analysent l'effet de l'interruption temporaire des études sur les salaires de départ des jeunes diplômés.

En conclusion de l'ouvrage, Claude Montmarquette effectue un tour d'horizon détaillé des contributions présentées dans l'ensemble des textes.

Remerciements

Par Marcelin Joanis, directeur scientifique du Québec économique

La réalisation d'un projet d'envergure comme *Le Québec économique* nécessite la mise en commun du travail et de l'expertise d'une grande équipe.

En premier lieu, ce fut un plaisir et un honneur de co-diriger ce septième *Québec économique* avec Claude Montmarquette. Claude avait contribué à plusieurs éditions précédentes comme auteur, mais aussi et surtout en appuyant le projet et la publication comme PDG du CIRANO. Ce *Québec économique* fait écho à une longue tradition de recherche active en économie de l'éducation au CIRANO. Rappelons par exemple la conférence sur l'économétrie de l'éducation tenue au CIRANO les 26 et 27 avril 2002, dont on m'avait à l'époque chargé de tirer « un survol non exhaustif de l'état de la recherche en économie de l'éducation » (Joanis, 2004). Les travaux de Claude Montmarquette, notamment avec Marcel Dagenais sur le décrochage scolaire, y figuraient évidemment en bonne compagnie¹, témoignant du rôle actif qu'aura joué le Groupe Ressources humaines, présent au CIRANO depuis sa fondation, dans le développement

de l'économie de l'éducation et de sa méthodologie, dont je notais déjà en 2004 « le dynamisme et la diversité » tant au Québec qu'à l'échelle internationale.

Je ne pourrais passer sous silence le travail de Stéphanie Lapierre, qui a joué encore cette année un rôle central à la coordination du projet et à l'édition du contenu. Sans son implication à chacune des étapes de la production, le projet n'aurait pu être réalisé dans d'aussi bonnes conditions. Le site Internet du *Québec économique* a quant à lui bénéficié du soutien, en plus de celui de Stéphanie, de Patrice Levesque, de Ghislain Camirand ainsi que de la firme Symetris pour le développement d'une toute nouvelle version. Je tiens également à saluer l'important travail effectué, depuis 2010, par Louis Desjardins et toute l'équipe de Mardigrave à la révision linguistique et à la conception graphique de l'ouvrage. L'appui continu de Denis Dion et de son équipe aux Presses de l'Université Laval m'est également fort précieux.

Cet ouvrage bénéficie, via le CIRANO, de financement provenant du gouvernement du Québec. Un merci tout spécial est destiné à Nathalie de Marcellis-Warin, PDG du CIRANO, dont le soutien, la confiance et l'enthousiasme ont encouragé la réalisation de cette nouvelle édition du *Québec économique*. Je remercie le comité scientifique, sous la présidence de Patrick Richard (professeur, U. de Sherbrooke) et composé d'Étienne Farvaque (professeur, U. de Lille 1), de Stéphane Paquin (professeur, École nationale d'administration publique [ENAP]), de Daniel Parent (professeur, HEC Montréal), de Benoît Perron (professeur, U. de Montréal) et de Jimmy Royer (vice-président, Groupe d'analyse, et professeur associé, U. de Sherbrooke), qui s'est occupé de la révision scientifique de l'ouvrage. Un merci va également au ministère des Finances du Québec ainsi qu'au ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, qui ont notamment mis à notre disposition l'expertise de leurs équipes de professionnels à l'étape de la révision des textes. Le contenu de cet ouvrage n'engage en rien ni le ministère des Finances du Québec ni le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

Mes derniers remerciements vont, il va sans dire, aux auteurs des 15 chapitres du livre, qu'ils soient des collaborateurs de longue date ou de nouvelles recrues dans nos pages : Christian Belzil, Brahim Boudarbat, Bryan Campbell, Rui Castro, Jean-Claude Cloutier, Marie Connolly, David

D'Arrisso, François Delorme, Pouya Ebrahimi, Anabelle Fortin, Bernard Fortin, Luc Godbout, Catherine Haeck, Pierre Canisius Kamanzi, Robert Lacroix, Stéphanie Lapierre, Pierre Lefebvre, Louis Maheu, Brigitte Milord, Joséphine Mukamurera, Michel Poitevin, Safa Ragued, Marianne St-Onge, Maurice Tardif, Morgane Uzenat et François Vaillancourt.



Références

Joanis, M. (2004). L'économie de l'éducation : méthodologies, constats et leçons. *Problèmes économiques*, (2850). Paris, France : La documentation française.

Ministère des Finances. (2017a). *Le plan économique du Québec*.

Ministère des Finances. (2017b). *Le plan économique du Québec. Éducation et enseignement supérieur*.

Note

1. On y trouvait par exemple deux textes co-signés par James Heckman présentés au CIRANO lors de cette conférence. À la même occasion, des travaux de chercheurs du CIRANO, notamment ceux d'un collaborateur du *Québec économique* 7, Christian Belzil, avaient aussi fait l'objet d'une présentation.